•

Les six premiers mois



DÉPART

BAISSE DU SALAIRE DU PRÉSIDENT 60 ANS

Age du départ à la retraite pour les carrières longues



PILA REINTARE

Renégociation du traité budgétaire

CAUTION

Blocage des LOYERS

RÉCÉPISSÉ

TRAPPÉ Manuel Valls n'aura même pas fait semblant de réfléchir à la mise en place d'un système de récépissé remis lors des contrôles de police, comme le lui avait demandé le Premier ministre. Le 18 septembre, le ministre de l'Intérieur annonçait officiellement aux cadres de la police et de la gendarmerie qu'il enterrait le projet.

DISPOSITIF ÉLARGI Promesse du candidat Hollande, l'élargissement du retour partiel à la retraite à 60 ans est entré en vigueur le le¹² novembre. Un décret ouvre le dispositif, jusqu'à présent réservé à ceux qui ont travaillé avant 18 ans, à ceux qui ont cotisé avant 20 ans. 70 000 personnes en profiteront en 2013.

L H

LIVRET A

Doublement
du plafond

CARBU-RANT

Blocage des prix à la pompe

ADIEU BLOCAGE

Le candidat Hollande avait promis de «bloquer» le prix des carburants pendant trois mois. Îl v a renoncé fin août. au profit d'une haisse des taxes de seulement 3 centimes par litre, pendant trois mois. Le gouvernement a toutefois promis qu'un dispositif «pérenne» prendra le relais.

AFGHANISTAN

Retrait des troupe

COMME SARKOZY

Si les mots ont un sens, le traité budgétaire européen, élaboré par le couple «Merkozy», n'a pas été «renégocié». La diplomatie de Hollande n'a pas fait bouger une virgule à ce texte pourtant si décrié pendant la campagne. Le Président l'a juste complété par un pacte de croissance de 120 milliards d'euros et un projet d'union hancaire Cerise sur le gâteau : une taxe sur les transactions financières, en leur temps défendue par Sarkozy et Merkel.



BANQUE

Séparation entre dépôt et spéculation

ÉTUDIANTS

ETRANGERS

FAC<u>IÈS</u>

RÉFORME ÉDULCORÉE

«Je séparerai les activités des banaues qui sont utiles à l'investissement et à l'emploi, de leurs opérations spéculatives.» Ainsi était rédigée la proposition 7 du candidat Hollande. Une réforme en attente: Moscovici s'est engagé à présenter un projet d'ici fin 2012. Mais le texte risque d'être très édulcoré. Le 8 octobre, le ministre des Finances a loué le «modèle français de banque universelle».

HAUSSE D'IMPÔTS

Rétablissement de l'ancien ISF, création de deux tranches supplémentaires d'impôt sur le revenu à 45% et 75%. alignement partiel de la fiscalité du capital sur celle du travail, etc. Au total, la hausse des impôts votés sur les particuliers représente une dizaine de milliards.

PRIORITÉ À L'ÉDUCATION François Hollande avait promis de créer 60 000 postes dans l'éducation durant son quinquennat. Il a commencé à tenir cet engagement. Dès la rentrée, 1000 postes ont été rajoutés en urgence dans le primaire. Et pour la rentrée 2013, il est prévu de créer l'équivalent de 10 000 postes, ainsi que 1000 dans le supérieur, en plus du remplacement des départs à la retraite.







du quinquennat





TERRAINS PUBLICS cédés pour le logement social



SYMBOLE NATIONAL

Promesse actée par une des premières grandes lois du quinquennat, les emplois d'avenir ont symboliquement été lancés jeudi à Chelles (Seine-et-Marne) par François Hollande luimême. «Ambition nationale» affichée, ce dispositif vise les jeunes peu ou pas qualifiés de 16 à 25 ans Le gouvernement entend en créer 150 000 en deux ans et 100 000 dès 2013 pour un coût de 2,3 milliards.





CONTRATS DE GÉNÉ-**RATION**



EXCEPTION CULTURELLE



RECALÉ AU SÉNAT

Le principe d'un tarif progressif de l'énergie était un projet phare de François Hollande, mais la proposition de loi, qui prévoyait un système de bonusmalus en fonction de la composition du foyer, du mode de chauffage utilisé et de la situation géographique du logement, a été jugée trop compliquée et rejetée par le Sénat grâce à une majorité... PCF-UMP. Le texte doit être remanié.

2014 OU APRÈS

LICENCIEMENTS **ÉCONOMIQUES**

> C'est la promesse qui vire au cassetête, voire au boulet. Depuis trente et un ans, la gauche assure vouloir accorder le droit de vote aux étrangers non communautaires résidant en France. Malgré l'absence d'une indispensable majorité des 3/5e des parlementaires. Francois Hollande ne devrait pas ouvrir la voie à un référendum.



HÔPITAL







mal fait











D'UNE TAXE À L'AUTRE

La majorité a abrogé la TVA sociale de Sarkozy avant de programmer, à son tour, une évolution de ses différents taux au 1er janvier 2014 pour 6 à 7 milliards de recettes supplémentaires annuelles. Le taux normal passera de 19,6 à 20% et le taux intermédiaire (celui de la restauration) de 7 à 10%. Des hausses compensées, pour les plus modestes, par une baisse du taux réduit sur les produits de première nécessité de 5,5 à 5%



MARIAGE





CONFÉRENCE **DE PRESSE**

🔀 hors de l'Elysée



